

## El-Ghanam: l'Egypte attend des réponses

VENDREDI 30 MARS 2012

[Pauline Cancela](#)    [Sid Ahmed Hammouche](#)

**Mohamed El-Ghanam croupit à la prison de Champ Dollon: folie ou raison d'Etat? Ce réfugié politique jugé dangereux est interné à la prison genevoise depuis sept ans. L'Egypte demande aujourd'hui des comptes à la Suisse.**

*Collaboration Le Courrier/La Liberté*

Le Caire met aujourd'hui la pression sur Berne pour trouver une solution au cas Mohamed El-Ghanam. Au Parlement égyptien, l'affaire commence à faire grand bruit. Le député Magdy Sabri a saisi la Chambre pour réclamer la libération d'El-Ghanam, considéré comme la première personnalité égyptienne à avoir dénoncé les pratiques autoritaires et la corruption du président déchu Moubarak. «Al-Ahram», le quotidien gouvernemental égyptien, a consacré récemment une page à l'affaire El-Ghanam. «Le colonel a disparu dans les prisons secrètes suisses depuis 2007, après avoir refusé de faire l'espion pour les renseignements helvétiques», écrit le journal, qui dénonce des pratiques suisses «dignes de Moubarak». Le point avec Magdi Galal Sharawi, ambassadeur d'Egypte à Berne.

### **Quelle est la position des autorités égyptiennes sur l'affaire Mohamed El-Ghanam?**

Magdi Galal Sharawi: Nous voulons comprendre ce qui se passe. C'est le Ministère des affaires étrangères égyptien qui s'est saisi du dossier. Il y a deux mois, il a établi un contact avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Il y a deux semaines, nous avons reçu une réponse, un message très court. Nous désirons plus de détails et espérons que la Suisse trouvera une solution respectueuse des droits de l'homme.

### **Que demande l'Egypte?**

Nous voulons d'abord identifier Mohamed El-Ghanam, connaître sa situation juridique, son statut en Suisse et avoir des informations sur son état de santé. Nous attendons toujours les réponses du gouvernement suisse.

### **Que propose le Caire?**

L'Egypte est prête à rapatrier M. El-Ghanam, moyennant un éclaircissement de son statut en Suisse. Nous ne savons pas s'il est citoyen helvétique ou réfugié politique. Nous n'avons jamais eu de contact direct avec lui. Nous ignorons quelles sont les charges retenues contre lui. Aujourd'hui, la société civile égyptienne se mobilise, le parlement aussi. Nous sommes confiants. Une solution sera trouvée avec la Suisse, gardienne des Conventions de Genève et hôte du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

### **Reste que l'affaire El-Ghanam est entre les mains de la justice genevoise...**

Oui, les autorités égyptiennes ne traitent pas avec les instances genevoises mais avec le gouvernement fédéral. Le Caire a demandé à Berne de lui livrer les réponses adéquates et de chercher une solution qui respecte le droit suisse mais également les conventions d'entraide judiciaire entre les deux pays.

en lien avec cet article:

[Un air de déjà-vu](#)

[Un Colonel égyptien perdu dans une prison Suisse](#)

## Berne est dans l'embarras

L'affaire de Mohamed El-Ghanam suscite le malaise à Genève comme à Berne. Interpellé à plusieurs reprises, le Conseil d'Etat genevois a refusé de répondre à nos questions. «Le Conseil d'Etat ne commente pas les décisions judiciaires et rappelle que c'est la Confédération qui est compétente pour les relations avec des Etats tiers», écrit Nicolas Merckling, porte-parole de la Chancellerie. Attrapée de justesse par téléphone, Isabel Rochat, qui dirige le Département genevois de la sécurité, de la police et de l'environnement, nous explique qu'elle a expressément reçu la consigne de ne rien commenter. Elle nous invite à interpeller le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Mais la loi du silence prévaut également à Berne. La porte-parole du DFAE Carole Waelti rappelle qu'«El-Ghanam est actuellement détenu à cause de son état psychiatrique et maintenu en détention pour des raisons thérapeutiques. Cette mesure est régulièrement réexaminée par les médecins.» Quant aux revendications de la famille du colonel, qui dénonce des pratiques dignes de «Guantanamo», le DFAE répond: «M. El-Ghanam a le droit de recevoir des visites de sa famille au parloir. Dans le cas d'espèce, M. El-Ghanam n'a pas souhaité jusqu'ici faire usage de ce droit.»

## Un héros en Egypte, un fou à Genève

Avant d'être le fou dont Genève ne sait plus que faire, Mohamed El-Ghanam était un haut fonctionnaire en Egypte. Ancien colonel de l'armée, ce diplômé en criminologie de l'Université de Rome dirigeait le Département de recherche juridique du Ministère de l'intérieur. Dès 2000, la presse romande écrit de Mohamed El-Ghanam qu'il serait le père de la première loi antiterroriste en Egypte. «Il incarnait la génération montante de l'administration Moubarak», lit-on dans la Tribune de Genève. El-Ghanam entre toutefois en opposition au régime en 1997, lorsque son ministre de tutelle, Hassan al-Alfi, est accusé de corruption. Quand sa hiérarchie lui demande de constituer un «paquet de charges» contre les journalistes, il refuse de coopérer. Il est ensuite persécuté par le pouvoir.

Mohamed El-Ghanam craint même pour sa vie et demande l'asile en Suisse. Le Caire lui interdit de voyager. En 2001, il réussit malgré tout à gagner la Suisse, grâce à l'intervention de l'ex-conseiller fédéral Joseph Deiss. Il reçoit l'asile politique et s'établit à Genève. El-Ghanam continue d'y dénoncer les crimes de Moubarak.

On perd alors sa trace jusqu'en 2009, au moment où le célèbre reporter britannique Robert Fisk écrit dans The Independent qu'El-Ghanam a disparu... «Il m'a raconté en 2003 que la police secrète suisse tentait de le forcer à infiltrer des cellules locales d'al-Qaïda et la communauté arabe de Suisse», explique Fisk, qui avait vu le colonel au Caire en 2000. «Il m'a dit avoir refusé de coopérer, et que depuis, les services suisses le menaçaient. Je n'ai plus songé à cette bizarre allégation jusqu'à ce que son frère Ali me contacte en 2008.»

Robert Fisk garde de Mohamed El-Ghanam l'image d'«un militaire solide qui s'est opposé à Moubarak». Le destin du colonel est pour lui une tragédie. «Il serait aujourd'hui un héros de la révolution égyptienne, un des premiers officiers à s'être révoltés contre le dictateur déchu il y a un an.» Reste qu'aujourd'hui, lorsqu'on évoque devant lui le Printemps arabe, Mohamed El-Ghanam ne réagit pas. Pas sûr qu'il ait compris que Moubarak n'est plus le pharaon d'Egypte.